



Lettre ouverte du Collectif des personnels du CGET à Monsieur le Président de la République

Monsieur le Président de la République,

La création au sein de votre Gouvernement d'un ministère de la Cohésion des territoires en charge du Logement, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales était pour beaucoup d'entre nous un signe fort, marquant le début d'une ère nouvelle. Cette mesure a suscité beaucoup d'espairs parmi nos concitoyens, parmi les élus, les services de l'Etat et tous les acteurs de terrain qui, au quotidien, travaillent pour le mieux-vivre de tous dans tous les territoires de notre République.

Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) est la cheville ouvrière de cette politique nationale. La configuration des programmes nationaux et européens de cohésion économique et sociale, les dynamiques d'innovation dans les quartiers défavorisés et les territoires ruraux, la participation citoyenne, l'accessibilité des services, le développement économique dans les territoires, le soutien à 8 500 associations... ne sont que quelques-uns des nombreux programmes portés par le CGET. Il favorise en outre la coopération entre les territoires et leurs acteurs.

Lors du conseil des ministres du 4 avril 2018, Jean-Benoît Albertini, nommé Commissaire général en septembre dernier, a été remercié. Nous regrettons cette décision au moment où le CGET entrait enfin dans une phase de construction d'un projet ambitieux qu'il avait engagé en y associant les personnels, et au moment où les chantiers « CGET 2022 » et la préfiguration de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) devaient être élaborés. Prenant ses fonctions le 23 avril 2018, Serge Morvan sera le cinquième commissaire général depuis la création du CGET en 2014 ; ce changement déstabilise les personnels, encore une fois mis en difficulté, et fragilise à nouveau leur administration.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous vous demandons de permettre au CGET de jouer pleinement son rôle et de lui donner les conditions et les moyens d'effectuer les missions qui lui sont confiées, dans l'esprit constructif et participatif qui a prévalu ces derniers mois.

Rappelons que les personnels ont été au service, avec constance, motivation et engagement, des territoires et de nos concitoyens. En effet, malgré un contexte instable, le CGET n'a pas à rougir : le plan Action Cœur de Ville pour plus de 220 villes moyennes (23% de la population française), la

mobilisation nationale pour les quartiers de la politique de la ville, la Conférence nationale des territoires, le très Haut débit pour tous en 2022, 450 contrats de ruralité, 28 000 actions soutenues dans le cadre de la politique de la ville, 1 200 maisons de service au public, 80 000 jeunes bénéficiaires des cordées de la réussite, 4 000 adultes-relais, 1 200 conseils citoyens, 92 000 enfants bénéficiaires du programme de réussite éducative, 31 milliards d'euros contractualisés dans les contrats de plan Etat/Région, 21 milliards d'euros de fonds européens en faveur des territoires, ...

Cependant, nous sommes conscients que, malgré la mobilisation forte de l'Etat, les citoyens les plus fragiles, les plus éloignés de l'éducation, de l'emploi, du numérique, de la culture, les habitants des territoires en déprise attendent mieux et ont besoin de plus d'accompagnement. Il faut donc être en mesure de répondre à nos concitoyens et de tenir les engagements que vous avez formulés pour les territoires et les villes de notre pays.

Nous mesurons au quotidien la défiance et l'inquiétude qui montent chez les élus, auprès des acteurs de terrain, sur la capacité de l'Etat à les entendre et à apporter des réponses. Chaque jour, auprès de nos interlocuteurs et partenaires, nous devons convaincre que le Gouvernement a bien au cœur de ses priorités la lutte contre la fracture sociale et territoriale.

Nous avons des propositions à faire, des innovations à développer, des expertises à faire valoir, nous voulons et devons engager la co-construction avec les territoires. Les territoires ont besoin d'un Etat « moderne », qui sache accélérer les procédures, les coopérations, essaimer les innovations, appuyer l'ingénierie. Nous sommes prêts à relever le défi de la cohésion des territoires avec vous, dans le cadre d'une vision et d'une organisation cohérentes avec cet enjeu majeur.

Monsieur le Président, nous vous demandons donc de fixer au plus vite pour le CGET et la future Agence de cohésion des territoires, ainsi que pour les personnels, des orientations et des stratégies clairement définies, à la mesure des ambitions que vous affichez pour les territoires. Nous vous demandons également de donner la stabilité nécessaire à notre administration pour pouvoir fonctionner.

Les personnels vous renouvellent leur engagement au service de l'intérêt général pour accompagner les territoires dans une ère nouvelle.

Le Collectif du personnel du CGET